

CR 99/22

*International Court
of Justice*

THE HAGUE

*Cour internationale
de Justice*

LA HAYE

YEAR 1999

Public sitting

held on Tuesday 11 May 1999, at 12.45 p.m., at the Peace Palace,

Vice-President Weeramantry, Acting President, presiding

in the case concerning Legality of Use of Force

(Yugoslavia v. Spain)

Request for the indication of provisional measures

VERBATIM RECORD

ANNEE 1999

Audience publique

tenue le mardi 11 mai 1999, à 12 h 45, au Palais de la Paix,

*sous la présidence de M. Weeramantry, vice-président
faisant fonction de président*

dans l'affaire relative à la Licéité de l'emploi de la force

(Yougoslavie c. Espagne)

Demande en indication de mesures conservatoires

COMPTE RENDU

Present:	Vice-President	Weeramantry, Acting President
	President	Schwebel
	Judges	Oda
		Bedjaoui
		Guillaume
		Ranjeva
		Herczegh
		Shi
		Fleischhauer
		Koroma
		Vereshchetin
		Higgins
		Parra-Aranguren
		Kooijmans
	Judges <i>ad hoc</i>	Kreća
		Torres Bernárdez
	Registrar	Valencia-Ospina

Présents :

- M. Weeramantry, vice-président, faisant fonction de président en l'affaire
- M. Schwebel, président de la Cour
- MM. Oda
 - Bedjaoui
 - Guillaume
 - Ranjeva
 - Herczegh
 - Shi
 - Fleischhauer
 - Koroma
 - Vereshchetin
- Mme Higgins
- MM. Parra-Aranguren
 - Kooijmans, juges
 - Kreća
 - Torres Bernárdez, juges *ad hoc*
- M. Valencia-Ospina, greffier

The Government of the Federal Republic of Yugoslavia is represented by:

Mr. Rodoljub Etinski, Chief Legal Adviser in the Ministry of Foreign Affairs, Professor of International Law, Novi Sad University,

as Agent;

H. E. Mr. Milan Grubić, Ambassador of the Federal Republic of Yugoslavia to the Netherlands,

as Co-Agent;

Mr. Ian Brownlie, C.B.E., Q.C., Chichele Professor of Public International Law, Oxford,

Mr. Carlos Casillas Velez, Vice-President of the Mexican Academy of International Law and Professor of Law at UNAM University,

Mr. Olivier Corten, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Stevan Djordjević, Professor of International Law, Belgrade University,

Mr. Pierre Klein, Lecturer at the Faculty of Law of the Free University of Brussels,

Mr. Miodrag Mitić, Assistant Federal Minister for Foreign Affairs of the Federal Republic of Yugoslavia (Ret.),

Mr. Eric Suy, Professor at the Catholic University of Leuven, former Under-Secretary-General and Legal Counsel of the United Nations,

Mr. Paul J. I. M. de Waart, Professor emeritus of International Law, Free University of Amsterdam,

as Counsel and Advocates;

Mrs. Sanja Milinković,

as Assistant.

The Government of the Kingdom of Spain is represented by:

H. E. Mr. Aurelio Pérez Giralda, Director of the International Legal Department at the Ministry of Foreign Affairs,

as Agent;

Mr. Félix Valdés, Minister Counsellor (Chargé d'affaires) at the Embassy of Spain in the Netherlands,

as Co-Agent;

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie est représenté par :

M. Rodoljub Etinski, conseiller juridique principal au ministère des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie et professeur de droit international à l'Université de Novi Sad,

comme agent;

S. Exc. M. Milan Grubić, ambassadeur de la République fédérale de Yougoslavie aux Pays-Bas,

comme coagent;

M. Ian Brownlie, C.B.E., membre du barreau d'Angleterre, professeur de droit international public, titulaire de la chaire Chichele à l'Université d'Oxford,

M. Carlos Casillas Velez, vice-président de l'*Academia Mexicana de Derecho Internacional* et professeur de droit international à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM),

M. Olivier Corten, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Stevan Djordjević, professeur de droit international à l'Université de Belgrade,

M. Pierre Klein, maître de conférences à la faculté de droit de l'Université libre de Bruxelles,

M. Miodrag Mitić, ancien ministre fédéral adjoint des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie,

M. Eric Suy, professeur à l'Université catholique de Louvain (K. U. Leuven), ancien Secrétaire général adjoint et conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies,

M. Paul J. I. M. de Waart, professeur émérite de droit international à la *Vrije Universiteit* d'Amsterdam,

comme conseil et avocats;

Mme Sanja Milinković,

comme assistante.

Le Gouvernement du Royaume d'Espagne est représenté par :

S. Exc. M. Aurelio Pérez Giralda, directeur du service juridique international du ministère des affaires étrangères d'Espagne,

comme agent;

M. Félix Valdés, ministre conseiller (chargé d'affaires) à l'ambassade du Royaume d'Espagne à La Haye,

comme co-agent;

Mrs. Adela Díaz Bernárdez, Embassy Secretary, Member of the International Legal Department of
the Ministry of Foreign Affairs,

as Counsel.

Mme Adela Díaz Bernárdez, secrétaire d'ambassade, membre du service juridique international du
ministère des affaires étrangères,

comme conseil.

The VICE-PRESIDENT, acting President: The next case the Court will proceed to hear is the case between Yugoslavia and Spain. We shall have time to commence the case before the luncheon adjournment. The composition of the bench will remain unaltered except that the present bench will be joined by the distinguished *ad hoc* judge for Spain, Judge Torres Bernárdez. We shall need a minute or two to make rearrangements in the court room, and I shall then call upon our distinguished *ad hoc* judge for Spain to join us.

I invite Judge Torres Bernárdez to join the Court to hear the submissions of Spain in the case between Yugoslavia and Spain. I have much pleasure in calling on the distinguished Agent for Spain, Mr. Giralda to address the Court.

M. GIRALDA :

Monsieur le président, Madame et Messieurs les Membres de la Cour,

1. C'est un grand honneur pour moi de comparaître devant la Cour en qualité d'agent du Royaume d'Espagne.

Je compareis en raison du respect de mon pays pour la Cour mais j'ai le regret de devoir le faire, pour la première fois, pour répondre à une requête et à une demande en indication de mesures conservatoires formulées toutes deux par surprise, qui sont dépourvues de toute base juridique et qui ont exclusivement comme finalité de distraire l'attention de l'opinion publique mondiale du mépris que manifeste la République fédérale de Yougoslavie envers les normes les plus élémentaires du droit international.

L'Espagne, aux côtés de ses alliés de l'OTAN, a mis en lumière à plusieurs reprises l'inquiétude que le Conseil de sécurité a exprimée quant à la grave catastrophe humanitaire au Kosovo. Le Conseil de sécurité s'est déclaré gravement préoccupé «par l'usage excessif et indiscriminé de la force par les unités de sécurité serbes et l'armée yougoslave qui ont causé de nombreuses victimes civiles»; il a réaffirmé «le droit de tous les réfugiés et de toutes les personnes déplacées de retourner dans leurs foyers en toute sécurité, et a souligné que c'est à la République fédérale de Yougoslavie qu'il incombe de créer les conditions nécessaires à cette fin». Le Conseil

de sécurité a également affirmé, agissant en vertu du chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, que la situation non réglée au Kosovo «continue de faire peser une menace sur la paix et la sécurité dans la région» (ce sont les résolutions du Conseil de sécurité 1160, 1199 et 1203 de 1998).

Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, a résumé de façon fort expressive ces préoccupations dont il faut nécessairement tenir compte pour saisir le contexte de l'affaire qui nous occupe. Le Secrétaire général, se référant à des cas bien connus de génocide, a déclaré devant la Commission des droits de l'homme, le 7 avril 1999 :

«certains signes donnent à penser que l'on est peut-être en train d'assister à la même chose [rappelons-nous qu'il parle de génocide], encore une fois, au Kosovo.

La communauté internationale a beau dire chaque fois «plus jamais ça», ce genre de situation se reproduit. L'odieuse campagne de *purification ethnique* menée méthodiquement par les autorités serbes au Kosovo semble avoir un seul objectif : chasser ou tuer le plus grand nombre possible d'Albanais de souche du Kosovo, privant ainsi un peuple de ses droits les plus fondamentaux à la vie, à la liberté et à la sécurité et provoquant une catastrophe humanitaire dans l'ensemble de la région.»

Plus avant, je me propose de formuler l'objection catégorique de mon pays à la compétence de cette Cour concernant la requête présentée par la République fédérale de Yougoslavie le 28 avril 1999 et, par conséquent, à la demande en indication de mesures conservatoires.

Les raisons pour lesquelles l'Espagne considère que la Cour n'est pas compétente dans la présente affaire sont très claires, concrètes et évidentes pour tout Etat qui agit de bonne foi, comme ils sont tous obligés de le faire dans l'exercice de leurs droits et dans le respect de leurs obligations. Je pourrais me borner à exposer ces raisons mais permettez-moi de commencer mon intervention en soulignant précisément le caractère illégitime de la prétention de la République fédérale de Yougoslavie, qui utilise sans respect la compétence de cette illustre Cour à des fins que l'on peut uniquement qualifier de propagande politique. Il s'agit d'un abus évident des droits que l'ordre juridique international met à la disposition des Etats, en leur fournissant une haute instance judiciaire pour le règlement de leurs différends. La République fédérale de Yougoslavie est, sans doute, consciente qu'elle appuie sa requête sur deux fondements de compétence de toute évidence non applicables au cas. Nonobstant, elle méprise la Cour en recherchant un avantage politique en même temps qu'elle enfreint les normes les plus élémentaires du fonctionnement de la juridiction internationale.

Je voudrais citer comme exemple du manque de respect et de l'absence de rigueur juridique avec laquelle cette requête a été présentée, les éléments suivants :

- en premier lieu, les accusations contenues dans celle-ci ont un caractère absolument irréal et dépourvu de fondement quant aux faits. On nous attribue, avec une exagération manifeste, des destructions massives, de graves atteintes à l'environnement et même l'utilisation d'armes interdites que l'Espagne ne possède pas. Or, la Partie adverse ne donne aucun élément de preuve à l'appui de ce qu'elle affirme. Il n'y a même pas de tentative d'établir une relation de cause à effet, et moins encore, des indices permettant d'attribuer ces faits aux actes des pays concernés, et en particulier de l'Espagne;
- deuxièmement, la déclaration formulée en vertu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut établit que la République fédérale de Yougoslavie accepte la compétence de la Cour uniquement «en ce qui concerne les situations ou faits postérieurs à la date de sa signature». Cette signature a eu lieu le 25 avril 1999. Or, les actes auxquels la requête de la Partie adverse fait référence sont antérieurs à la date du 25 avril. Quel est donc le nouveau différend qui est soumis à la Cour ? Il est clair que les termes de la déclaration déposée par la République fédérale de Yougoslavie excluent de la compétence de la Cour les questions adressées par cet Etat dans sa requête du 29 avril, c'est-à-dire quatre jours plus tard. Le seul but de cette requête, la propagande politique, apparaît ainsi au grand jour;
- finalement, il est évident qu'aucun des traités allégués par la République fédérale de Yougoslavie en tant que soit-disant «fondements juridiques» de sa requête ne fournit une base adéquate pour octroyer compétence à la Cour. Il s'agit, tout simplement, d'une longue liste d'instruments inapplicables à cette affaire, parmi lesquels la convention de 1948 relative à la libre navigation sur le Danube, dont l'Espagne, bien entendu n'est pas partie.

2. Monsieur le président, Membres de la Cour, avant d'exposer les raisons pour lesquelles le Royaume d'Espagne rejette les fondements de compétence évoqués par la République fédérale de Yougoslavie, il convient de s'arrêter brièvement sur les motifs pour lesquels nous considérons que, de toute façon, dans la présente affaire, il n'est pas pertinent d'indiquer des mesures conservatoires.

L'article 41 du Statut de la Cour lui permet d'adopter de telles mesures «si elle estime que les circonstances l'exigent». Les conditions qui découlent de cette norme ont été exprimées par cette même Cour dans une décision récente :

«Considérant que le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires que la Cour tient de l'article 41 de son Statut a pour objet de sauvegarder le droit de chacune des Parties en attendant qu'elle rende sa décision, et présuppose qu'un préjudice irréparable ne doit pas être causé aux droits en litige dans une procédure judiciaire; qu'il s'ensuit que la Cour doit se préoccuper de sauvegarder par de telles mesures les droits que l'arrêt qu'elle aura ultérieurement à rendre pourrait éventuellement reconnaître, soit au demandeur, soit au défendeur; et considérant que de telles mesures ne sont justifiées que s'il y a urgence.» (Affaire relative à la *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)* ordonnance du 9 avril 1998.)

Deux principes qu'il faut mettre en rapport avec la présente affaire peuvent être extraits de l'esprit des conditions que je viens de citer :

En premier lieu, par rapport à la demande de la République fédérale de Yougoslavie pour l'indication de mesures conservatoires, il faut prendre en considération le caractère exceptionnel que lesdites mesures doivent avoir en général. Les mesures conservatoires ne devraient pas être adoptées dans des circonstances dans lesquelles elles pourraient être utilisées comme un subterfuge pour obtenir une décision sur le fond. Comme l'a souligné un juge illustre de la Cour, «dans des cas récents ... les Etats demandeurs semblent avoir eu l'intention d'obtenir des décisions provisoires qui auraient préfiguré le cas et renforcé leurs droits» (M. Oda, «Provisional Measures. The Practice of the International Court of Justice» dans *Fifty Years of the International Court of Justice*, p. 553).

Certes, il est vrai que la Cour ne peut, je souligne cette formulation négative, *ne peut* indiquer des mesures conservatoires que si elle s'est assurée de sa compétence *prima facie* au préalable. La Cour l'a signalé ainsi par exemple dans l'affaire du *Passage par le Grand-Belt* (ordonnance du 29 juillet 1991) et dans l'affaire relative à l'*Application de la convention sur la prévention et la répression du crime de génocide* (ordonnance du 8 avril 1993). Mais, bien sûr, cet examen exige une rigueur redoublée car, étant donné que ces mesures affectent gravement la souveraineté des Etats et la nature de la compétence, elles doivent être utilisées avec prudence et adoptées seulement dans des cas bien fondés.

En plus, les mesures doivent être urgentes et nécessaires pour sauvegarder les droits des deux parties. Nous pensons, à cet égard, que ces deux conditions doivent être appréciées ici dans leur contexte réel et à la lumière des conséquences que les mesures conservatoires demandées par la partie adverse pourraient avoir pour les véritables victimes de ce conflit, à savoir, la population du Kosovo d'ethnie albanaise, déplacée par la force et soumise à des violations massives des droits de l'homme. Il faudrait se demander si l'application des mesures conservatoires n'aurait pas pour effet plutôt d'aggraver la situation et si, loin de favoriser l'équilibre dont parle l'article 41 du Statut lorsqu'il parle de «mesures conservatoires du droit de chacun» elle ne donnerait pas à la partie demanderesse toute liberté pour continuer les violations auxquelles on essaie de mettre fin.

3. Monsieur le président, Madame et Messieurs les Membres de la Cour, la République fédérale de Yougoslavie invoque des bases de compétence qui vont à l'encontre de la nature de la juridiction de cette Cour. Le principe, qui découle de la souveraineté et de l'égalité entre les Etats, du caractère consensuel ou volontaire de la compétence est établi à l'article 36 de son Statut et s'étend «à toutes les affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans la Charte des Nations Unies ou dans les traités et conventions en vigueur». Le paragraphe 2 en relation avec le paragraphe 3 de cet article 36, consacre le principe de la réciprocité quand la compétence est assumée comme obligation *ipso facto* en vertu d'une déclaration unilatérale. Ci-après, nous verrons que ce principe de réciprocité n'est pas respecté dans le cas présent.

Comme je l'ai affirmé au début de mon intervention, il y a des raisons bien précises pour rejeter la compétence en ce qui concerne la requête présentée contre le Royaume d'Espagne ainsi que la demande en indication de mesures conservatoires. Néanmoins, avant de les exposer, je souhaite rappeler la position adoptée par l'Espagne au sujet d'une condition préalable. Je fais allusion à la question de savoir si la République fédérale de Yougoslavie possède la qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cas contraire, elle ne serait pas partie au Statut de la Cour internationale de Justice, qualité qui dérive *ipso facto* de celle de Membre de l'Organisation conformément au paragraphe 1 de l'article 93 de la Charte des Nations Unies.

Dans la résolution n° 777, adoptée le 19 septembre 1992, le Conseil de sécurité a déclaré qu'il :

«considère que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne peut pas assurer automatiquement la continuité de la qualité de membre de l'ancienne République fédérale socialiste de Yougoslavie aux Nations Unies et par conséquent, recommande à l'Assemblée générale de décider que la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) devrait présenter une demande d'adhésion aux Nations Unies et qu'elle ne participera pas aux travaux de l'Assemblée générale».

En fonction de cette recommandation, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 47/1 du 22 septembre 1992, qui reprend, en substance, les termes de la résolution précitée.

L'Espagne, conformément à cette doctrine assumée par la communauté internationale, estime que la République fédérale de Yougoslavie ne peut pas être considérée, comme elle le prétend, comme l'Etat continuateur de l'ancienne République fédérale socialiste de Yougoslavie mais seulement comme un parmi les différents Etats successeurs. Comme la nouvelle accession à l'Organisation ne s'est pas produite, nous considérons que la République fédérale de Yougoslavie n'est pas membre des Nations-Unies, n'est donc pas partie au Statut de la Cour et, par conséquent, n'a pas le droit d'ester devant celle-ci.

4. Monsieur le président, Madame et Messieurs les Membres de la Cour,

Maintenant, je voudrais me référer aux deux fondements de compétence invoqués par la Partie adverse dans sa requête. Je réitère que, comme le reste de celle-ci, ces fondements sont exprimés d'une manière vague, sans préciser les motifs juridiques pour lesquels, selon la République fédérale de Yougoslavie, ils seraient applicables à ses relations avec le Royaume d'Espagne. Ces fondements sont formulés comme suit :

«Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie invoque le paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice ainsi que l'article IX de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.»

En ce qui concerne l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour internationale de Justice, il suffit de rappeler un fait public et notoire : le 29 octobre 1990, l'Espagne a déposé au Siège des Nations Unies une déclaration unilatérale d'acceptation de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice. Cette acceptation se fait et je cite :

«vis-à-vis de tout autre Etat ayant accepté la même obligation, sous condition de réciprocité, en ce qui concerne les différends d'ordre juridique autres que :

- c) les différends dans lesquels l'autre partie ou les autres parties en cause ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour moins de douze mois avant la date de présentation de la requête écrite introduisant l'instance devant la Cour».

Cette limitation a un caractère temporel bien concret et non équivoque et ne devrait pas faire l'objet d'interprétation ni de doute. *In claris non fit interpretatio*. La Cour a rappelé que la déclaration de l'article 36, paragraphe 2, en tant que déclaration unilatérale : «doit être interprétée telle qu'elle se présente, en tenant compte des mots effectivement employés» (*Anglo Iranian Oil Co., C.I.J. Recueil 1952, p. 105*).

Et plus récemment, dans une affaire qui affectait directement mon pays, la Cour a signalé que :

«elle interprète ... les termes pertinents d'une déclaration ... d'une manière naturelle et raisonnable, en tenant dûment compte de l'intention de l'Etat concerné...» (*Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada), arrêt du 4 décembre 1998*).

Or, l'intention de l'Espagne en formulant sa déclaration ne saurait être plus claire : elle fut faite précisément pour prévenir les requêtes du genre de celle introduite récemment par la République fédérale de Yougoslavie sur la base d'une déclaration unilatérale présentée uniquement dans le but de surprendre le reste des Etats déclarants qui ont accepté de bonne foi la juridiction de la Cour. L'Espagne est l'un des nombreux Etats qui, moyennant des réserves comme celles *ratione temporis*, se sont prémunis contre de telles conduites, à partir de la doctrine établie par la Cour dans l'affaire du *Droit de passage (C.I.J. Annuaire, 1996-1997 p. 223)*. D'autre part, l'intention de l'Espagne découle aussi de l'ensemble de notre déclaration et, en particulier, de son alinéa b), qui rejette une déclaration unilatérale qui aurait fait référence à un différend concret.

Par conséquent, si l'on tient compte des termes spécifiques de la déclaration espagnole et du fait que la déclaration de la République fédérale de Yougoslavie acceptant la compétence de la Cour a été réalisée le 25 avril 1999, c'est-à-dire quatre jours avant l'introduction de l'instance le 29 avril de la même année, il est clair que la condition exprimée dans l'alinéa c) de la déclaration espagnole, qui limite l'acceptation de la compétence par l'Espagne, n'est pas respectée. Il s'ensuit

que la réciprocité à laquelle se réfèrent, tant le texte de notre déclaration précitée que le paragraphe 3 de l'article 36 du Statut de la Cour, n'existe pas. Il n'y a donc pas compétence, même pas compétence *prima facie*.

Finalement, je dois me référer aussi à l'article IX de la convention de New York du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide, qui soumet à la Cour internationale de Justice les différends relatifs à son interprétation, son application ou son exécution. Cet article a aussi été invoqué par la République fédérale de Yougoslavie dans sa requête comme fondement de la compétence de la Cour.

Je partage pleinement les opinions exprimées à ce sujet par plusieurs de mes collègues, représentants des Etats en ce sens que la Cour ne devrait pas accepter l'invocation de cette convention en tant que base de compétence. Cette invocation a un caractère manifestement frauduleux et factice et n'a aucun rapport avec la présente affaire et avec la conduite du Royaume d'Espagne et de ses alliés. Nous ne sommes pas devant un différend compris dans le champ d'application de la convention, et il est évident que la demande en indication de mesures conservatoires n'a pas été conçue dans le but de sauvegarder les droits protégés par la convention.

D'ailleurs, je ne veux pas m'attarder sur cette question, parce que pour ce qui est de l'Espagne en particulier, il existe un fondement précis pour exclure la compétence de la Cour sur la base de l'article IX. En effet l'instrument d'adhésion de l'Espagne à cette convention, déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies le 13 septembre 1968, stipule que le Gouvernement espagnol adhère à la convention «avec une réserve touchant la totalité de l'article IX» (notification du dépositaire, Doc. C.N.158.1968.TREATIES-1, du 7 octobre 1968). Cette réserve n'ayant pas donné lieu à une objection de la Partie adverse, ledit article n'est pas applicable aux relations mutuelles entre l'Espagne et la République fédérale de Yougoslavie. Il ne peut donc pas constituer un fondement pour la compétence, même *prima facie*, de la Cour.

En outre, je tiens à déclarer expressément que le Royaume d'Espagne n'accepte pas la compétence de la Cour selon les termes de l'article 38, paragraphe 5, du Règlement.

Monsieur le président, comme je viens d'expliquer, il n'existe pas la moindre trace ni aucune hypothèse vraisemblable de l'existence de compétence *prima facie*. La nécessité inexcusable de celle-ci n'apparaît justifiée nulle part. Pour demander à la Cour l'indication de mesures conservatoires, la République fédérale de Yougoslavie aurait dû expliquer au préalable la ou les dispositions sur lesquelles elle appuie sa demande. Pourquoi la Partie adverse n'a-t-elle pas fourni ces explications et s'est-elle limitée à mentionner d'une manière laconique les bases de compétence ? Tout simplement parce qu'elle savait d'avance que sa demande de mesures conservatoires n'avait pas la moindre base juridique. En plus, elle ignore l'alinéa *c)* de la déclaration espagnole qui détermine son application temporelle; elle ignore la réserve de l'Espagne à l'article IX de la convention de New York; elle ignore même l'application *ratione temporis* de sa propre déclaration. Tous ces éléments nous permettent de qualifier sans le moindre doute la conduite procédurale de la République fédérale de Yougoslavie envers l'Espagne, comme entièrement dépourvue de rigueur juridique et éloignée de la bonne foi la plus élémentaire.

Pour toutes les raisons exposées, Monsieur le président, le Royaume d'Espagne considère qu'il n'y a pas compétence de la Cour internationale de Justice pour accepter la requête de la République fédérale de Yougoslavie. Elle n'a pas, en particulier, compétence *prima facie* pour indiquer des mesures conservatoires.

En conclusion, le Royaume d'Espagne demande avec respect que la Cour :

1. Déclare qu'elle n'est pas compétente pour statuer sur la requête déposée par la République fédérale de Yougoslavie;
2. Rejette la demande du Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie en vue de l'indication de mesures conservatoires envers le Royaume d'Espagne;
3. Décide de rayer cette affaire du rôle général de la Cour.

Monsieur le président, Madame et Messieurs les Membres de la Cour, je vous remercie de votre bienveillante attention.

The VICE-PRESIDENT, acting President: Thank you very much, Mr. Giralda. That concludes the first round of hearings in the case concerning *Legality of Use of Force* between the Federal Republic of Yugoslavia and the Kingdom of Spain. The Court now stands adjourned till 3.00 p.m.

The Court rose at 1.10 p.m.

DECLARATION DE L'ESPAGNE D'ACCEPTATION DE LA JURIDICTION OBLIGATOIRE DE LA COUR

[Traduction de l'espagnol]

1. J'ai l'honneur, au nom du Gouvernement espagnol, de déclarer que le Royaume d'Espagne, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice, reconnaît comme obligatoire de plein droit, et sans qu'une convention spéciale soit nécessaire, la juridiction de la Cour internationale de Justice vis-à-vis de tout autre Etat ayant accepté la même obligation, sous condition de réciprocité, en ce qui concerne les différends d'ordre juridique autres que :

- a) les différends au sujet desquels le Royaume d'Espagne et l'autre partie ou les autres parties en cause seraient convenus ou conviendraient de recourir à un autre moyen pacifique de règlement;
- b) les différends dans lesquels l'autre partie ou les autres parties en cause ont accepté la juridiction de la Cour uniquement en ce qui concerne lesdits différends ou exclusivement aux fins de ceux-ci;
- c) les différends dans lesquels l'autre partie ou les autres parties en cause ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour moins de douze mois avant la date de présentation de la requête écrite introduisant l'instance devant la Cour;
- d) les différends nés avant la date de la remise de la présente déclaration au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il en soit dépositaire ou relatifs à des faits ou des situations survenus avant cette date, quand bien même lesdits faits ou situations continueraient à exister ou à produire des effets après cette date.

2. Le Royaume d'Espagne pourra à tout moment compléter, modifier ou retirer tout ou partie des réserves formulées ci-dessus ou de toute autre réserve qu'il pourrait formuler ultérieurement, moyennant une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. De telles modifications prendront effet à la date de réception de ladite notification par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. La présente déclaration, qui est remise au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 36 du Statut de la Cour internationale de Justice pour qu'il en soit dépositaire, demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été retirée par le Gouvernement espagnol ou remplacée par une autre déclaration dudit gouvernement.

Le retrait de la déclaration prendra effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la réception par le Secrétaire général des Nations Unies de la notification à cet effet du Gouvernement espagnol. Néanmoins, à l'égard des Etats qui auraient fixé à moins de six mois le délai séparant la date où le retrait de leur déclaration est notifié et celle où il prend effet, le retrait de la déclaration espagnole prendra effet à l'expiration de ce délai plus bref.

Fait à Madrid, le 15 octobre 1990.

Le ministre des relations extérieures,
(Signé) Francisco FERNÁNDEZ ORDÓÑEZ.

**DECLARATION BY SPAIN
RECOGNIZING AS COMPULSORY THE JURISDICTION OF THE COURT**

[Translation from the Spanish]

29 X 90.

1. On behalf of the Spanish Government, I have the honour to declare that the Kingdom of Spain accepts as compulsory *ipso facto* and without special agreement, the jurisdiction of the International Court of Justice, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, in relation to any other State accepting the same obligation, on condition of reciprocity, in legal disputes not included among the following situations and exceptions:

- (a) disputes in regard to which the Kingdom of Spain and the other party or parties have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement of the dispute;
- (b) disputes in regard to which the other party or parties have accepted the compulsory jurisdiction of the Court only in relation to or for the purposes of the dispute in question;
- (c) disputes in regard to which the other party or parties have accepted the compulsory jurisdiction of the Court less than 12 months prior to the filing of the application bringing the dispute before the Court;
- (d) disputes arising prior to the date on which this Declaration was deposited with the Secretary-General of the United Nations or relating to events or situations which occurred prior to that date, even if such events or situations may continue to occur or to have effects thereafter.

2. The Kingdom of Spain may at any time, by means of a notification addressed to the Secretary-General of the United Nations, add to, amend or withdraw, in whole or in part, the foregoing reservations or any that may hereafter be added. These amendments shall become effective on the date of their receipt by the Secretary-General of the United Nations.

3. The present Declaration, which is deposited with the Secretary-General of the United Nations in conformity with Article 36, paragraph 4, of the Statute of the International Court of Justice, shall remain in force until such time as it has been withdrawn by the Spanish Government or superseded by another declaration by the latter.

The withdrawal of the Declaration shall become effective after a period of six months has elapsed from the date of receipt by the Secretary-General of the United Nations of the relevant notification by the Spanish Government. However, in respect of States which have established a period of less than six months between notification of the withdrawal of their Declaration and its becoming effective, the withdrawal of the Spanish Declaration shall become effective after such shorter period has elapsed.

Madrid, 15 October 1990.

(Signed) FRANCISCO FERNÁNDEZ ORDÓÑEZ,
Minister for Foreign Affairs.

FERNANDO MARIA CASTIELLA Y MAIZ

MINISTRO DE ASUNTOS EXTERIORES DE ESPAÑA

Cumplidos los requisitos exigidos por la legislación española, extendiendo el presente Instrumento de Adhesión de España al Convenio para la Prevención y la Sanción del delito de Genocidio aprobado por la Asamblea General de las Naciones Unidas el 9 de diciembre de 1948 con una reserva a la totalidad del Artículo IX (jurisdicción del Tribunal Internacional de Justicia) - a efectos de que, mediante su depósito previo y de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 3º de su Artículo XI, España entre a ser Parte del Convenio.

En fe de lo cual firmo el presente en Madrid, a veintiseis de junio de mil novecientos sesenta y ocho.



**TEXTE DE LA RATIFICATION PAR L'ESPAGNE
DE LA CONVENTION POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION
DU CRIME DE GÉNOCIDE**

[traduction non-officielle de l'espagnol]

**FERNANDO MARÍA CASTIELLA Y MAIZ
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ESPAGNE**

Ayant été remplies les formalités exigées par la législation espagnole, je délivre le présent instrument d'adhésion de l'Espagne à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 9 décembre 1948 -avec une réserve touchant la totalité de l'Article IX (compétence de la Cour Internationale de Justice)- afin que, moyennant son dépôt préalable et conformément à ce qui est stipulé dans le paragraphe 3ème de l'Article XI, l'Espagne commence à être Partie de la Convention.

En foi de quoi je signe ce document à Madrid, le vingt six juin mille neuf cent soixante huit.

**TEXT OF THE RATIFICATION BY SPAIN
OF THE CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT
OF THE CRIME OF GENOCIDE**

[Non-official translation from the Spanish]

**FERNANDO MARÍA CASTIELLA Y MAIZ
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS OF SPAIN**

The requirements of the Spanish legislation having been fulfilled, I issue the present instrument of accession of Spain to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, adopted by the General Assembly of the United Nations on 9 December 1948 -with a reservation in respect of the whole of Article IX (jurisdiction of the International Court of Justice)- to the end that, through its prior deposit and in accordance with the provisions of Paragraph 3 of its Article XI, Spain becomes a Party to the Convention.

In witness whereof I sign this document in Madrid on the twenty sixth June of the year one thousand nine hundred and sixty eight.

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES
NEW YORK

CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

REFERENCE:

C.N.15^a.1968.TREATIES-1

Le 7 octobre 1968

CONVENTION POUR LA PREVENTION ET LA REPRESSION DU CRIME DE GENOCIDE,
ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 9 DÉCEMBRE 1948

ADHESIONS DE L'ESPAGNE ET DE LA JAMAÏQUE

Monsieur le Ministre,

Je suis chargé par le Secrétaire général de porter à votre connaissance que, le 15 septembre 1968, l'instrument d'adhésion du Gouvernement espagnol à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948, a été déposé auprès du Secrétaire général, conformément à l'article XI.

L'instrument d'adhésion stipule que le Gouvernement espagnol adhère à la Convention

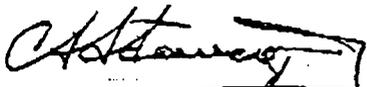
(Traduction) ... avec une réserve touchant la totalité de l'Article IX (compétence de la Cour internationale de Justice)

J'ai en outre l'honneur de vous faire connaître que, le 23 septembre 1968, l'instrument d'adhésion du Gouvernement jamaïcain à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 décembre 1948, a été déposé auprès du Secrétaire général, conformément à l'article XI.

Aux termes de l'article XIII de la Convention, l'adhésion de la Jamaïque prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général, soit le 22 décembre 1968.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre,
les assurances de ma très haute considération.

Le Conseiller juridique


Constantin A. Stavropoulos

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES
NEW YORK

CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

REFERENCE:

C.N.158.1968.TREATIES-1

7 October 1968

CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT OF THE CRIME
OF GENOCIDE, ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE
UNITED NATIONS ON 9 DECEMBER 1948

ACCESSIONS BY SPAIN AND JAMAICA

Sir,

I am directed by the Secretary-General to inform you that, on 13 September 1968, the instrument of accession by the Government of Spain to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, adopted by the General Assembly of the United Nations on 9 December 1948, was deposited with the Secretary-General, in accordance with article XI.

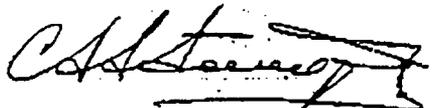
The instrument of accession stipulates that the Government of Spain accedes to the Convention

(Translation) ... with a reservation in respect of the whole of Article IX (jurisdiction of the International Court of Justice).

I have the honour further to inform you that, on 23 September 1968, the instrument of accession by the Government of Jamaica to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, adopted by the General Assembly of the United Nations on 9 December 1948, was deposited with the Secretary-General, in accordance with article XI.

In accordance with the provisions of article XIII of the Convention, the accession of Jamaica will become effective on the ninetieth day following the deposit of the instrument of accession with the Secretary-General, that is to say, on 22 December 1968.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.


Constantin A. Stavropoulos
The Legal Counsel

Non-Corrigé
Uncorrected

Traduction
Translation

CR 99/22 (traduction)

CR 99/22 (translation)

Mardi 11 mai 1999 à 12 h 45

Tuesday 11 May 1999 at 12.45 p.m.

08

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction du président : La prochaine audience sera consacrée à l'affaire opposant la République fédérale de Yougoslavie et le Royaume d'Espagne. La composition du siège demeurera la même, M. Torres Bernárdez, juge *ad hoc* pour l'Espagne, venant se joindre à ses collègues. Quelques minutes seront nécessaires pour que le réagencement de la salle soit opéré. J'inviterai alors le juge *ad hoc* d'Espagne à nous rejoindre.

J'invite maintenant M. Torres Bernárdez, juge *ad hoc* pour l'Espagne, à venir prendre sa place sur le siège, afin d'entendre les conclusions de l'Italie dans l'affaire entre la République fédérale de Yougoslavie et le Royaume d'Espagne.

J'invite maintenant l'agent de l'Espagne, M. Giralda, à prendre la parole.

Mr. GIRALDA:

Mr. President, Members of the Court,

1. It is a great honour for me to appear before the Court as Agent of the Kingdom of Spain.

I appear because of the respect which my country has for the Court, but I regret that I have to do so, for the first time, in order to respond to an application and a request for the indication of provisional measures — in both cases presented totally by surprise — which are devoid of any legal basis and are designed solely to distract the attention of world public opinion from the contempt which the Federal Republic of Yugoslavia displays for the most elementary principles of international law.

Spain, alongside its NATO allies, has drawn attention more than once to the apprehension expressed by the Security Council in regard to the humanitarian catastrophe in Kosovo. The Security Council has declared that it is gravely concerned at "the excessive and indiscriminate use of force by Serbian security forces and the Yugoslav Army which have resulted in numerous civilian casualties"; it has reaffirmed "the right of all refugees and displaced persons to return to their homes in safety", and it has underlined "the responsibility of the Federal Republic of Yugoslavia for creating the conditions which allow them to do so". The Security Council has also asserted, acting under Chapter VII of the Charter of the United Nations, that the unresolved situation

09

in Kosovo "constitutes a continuing threat to peace and security in the region" (see Security Council resolutions 1160, 1199 and 1203 (1998)).

The United Nations Secretary-General, Mr. Kofi Annan, has very cogently summed up these concerns, which cannot be disregarded if we are to comprehend the background to the case before us. The Secretary-General, referring to well-known cases of genocide, said the following in the Commission on Human Rights on 7 April 1999:

"there are signs to indicate that we may be witnessing the same thing [remember that he is talking of genocide], yet again, in Kosovo.

No matter how much the international community says 'never again', every time, this kind of situation repeats itself. The odious campaign of *ethnic cleansing* waged systematically by the Serbian authorities in Kosovo appears to have a single aim: to expel or murder the largest possible number of Kosovars of Albanian stock, thereby depriving a people of its most fundamental rights to life, liberty and safety and creating a humanitarian catastrophe throughout the region." [*Translation by the Registry*]

Later, I intend to spell out my country's categorical objection to the Court's jurisdiction in regard to the Application submitted by the Federal Republic of Yugoslavia on 29 April 1999 and, consequently, to the request for the indication of provisional measures.

The reasons why Spain considers that the Court does not have jurisdiction in the present case are very clear, very specific and very evident to any State which is acting in good faith, as all States are required to do in exercising their rights and complying with their obligations. I could confine myself to explaining those reasons but, if you will permit, I shall begin my intervention by emphasizing the specifically unlawful nature of the claim of the Federal Republic of Yugoslavia, which has no compunction in using the jurisdiction of this distinguished Court for purposes which can only be described as political propaganda. This is obviously an abuse of the rights which the international legal order places at the disposal of States by providing them with a supreme judicial authority for the peaceful settlement of their disputes. The Federal Republic of Yugoslavia is undoubtedly aware that it bases its Application on two grounds of jurisdiction which are manifestly inapplicable to the circumstances. What is more, it shows contempt for the Court by seeking a political advantage, and at the same time it infringes the most elementary rules of the process of international adjudication.

10

As an example of the lack of respect and absence of legal rigour underlying the submission of this Application, I should like to cite the following elements:

- First, the accusations contained in the Application are totally unreal and devoid of any factual basis. With clear exaggeration, we are charged with massive destruction, serious harm to the environment and even the use of prohibited weapons which Spain does not possess. Yet the other Party adduces no shred of evidence in support of what it asserts. There is not even any attempt to establish a relationship between cause and effect, and even less are there indications whereby these facts could be imputed to acts of the countries concerned, and of Spain in particular.
- Secondly, the declaration made under Article 36, paragraph 2, of the Statute establishes that the Federal Republic of Yugoslavia accepts the jurisdiction of the Court solely with regard to situations or facts subsequent to the date of signature of the declaration. That took place on 25 April 1999. But the acts to which the Application of the other Party refers are earlier than 25 April. What then is the new dispute which is submitted to the Court? It is clear that the terms of the declaration deposited by the Federal Republic of Yugoslavia exclude from the Court's jurisdiction the questions addressed by that State in its Application of 29 April, that is to say, four days later. Thus the sole purpose of the Application — political propaganda — comes clearly into view.
- Finally, it is evident that none of the treaties alleged by the Federal Republic of Yugoslavia to be so-called "legal grounds" for its Application provide an adequate basis for conferring jurisdiction on the Court. Quite simply, they are a lengthy list of instruments which have no application in the present case, among them the 1948 Convention on Free Navigation on the Danube, to which Spain is of course not a party.

2. Mr. President, Members of the Court, before I set forth the reasons why the Kingdom of Spain rejects the grounds of jurisdiction invoked by the Federal Republic of Yugoslavia, a word should be said about the reasons why, in our view, it is not appropriate in any event to indicate provisional measures in the present case. Article 41 of the Statute of the Court enables it to adopt

11

such measures "if it considers that circumstances so require". The conditions which flow from this rule were stated by the Court in a recent decision:

"Whereas the power of the Court to indicate provisional measures under Article 41 of its Statute is intended to preserve the respective rights of the parties pending its decision, and presupposes that irreparable prejudice shall not be caused to rights which are the subject of a dispute in judicial proceedings; whereas it follows that the Court must be concerned to preserve by such measures the rights which may subsequently be adjudged by the Court to belong either to the Applicant, or to the Respondent; and whereas such measures are only justified if there is urgency." (Case concerning *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America)*, Order of 9 April 1998, para. 35.)

Two principles necessarily connected with the present case can be deduced from the spirit of the conditions which I have just quoted:

Firstly, in regard to the request of the Federal Republic of Yugoslavia for the indication of provisional measures, consideration must be given to the exceptional nature which, generally speaking, such measures should possess. Provisional measures should not be adopted in circumstances in which they might be used as a subterfuge for obtaining a decision on the merits. As a distinguished Member of the Court has pointed out, "in recent cases . . . the applicant states appear to have aimed at obtaining interim judgments that would have affirmed their own rights and preshaped the main case" (Judge Oda, "Provisional Measures. The Practice of the International Court of Justice", *Fifty Years of the International Court of Justice*, p. 553).

Clearly, the Court cannot, I repeat, *cannot* indicate provisional measures unless it is assured beforehand that *prima facie* it has jurisdiction to do so. The Court pointed out as much, for example, in the case concerning *Passage through the Great Belt (Order of 29 July 1991)* and in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Order of 8 April 1993)*. This assurance naturally calls for the strictest possible examination, since such measures seriously affect the sovereignty of States and the nature of jurisdiction, and must therefore be utilized with caution and adopted only in properly founded cases.

12

Moreover, the measures must be both urgent and necessary in order to safeguard the rights of the two Parties. In this respect, we believe that those two conditions should be assessed in their factual context and in the light of the consequences which the provisional measures requested by the other Party might have for the true victims of this conflict, namely, the Kosovar Albanian

population, who have been displaced by force and subjected to massive violations of human rights. We have to ask ourselves whether the application of provisional measures might not in fact aggravate the situation and whether, far from contributing to the equilibrium contemplated by Article 41 of the Statute, when it speaks of "provisional measures . . . to preserve the respective rights of either party", it might not leave the Applicant at liberty to continue the violations which it is being sought to halt.

3. Mr. President, Members of the Court, the Federal Republic of Yugoslavia invokes grounds of jurisdiction which run counter to the character of the Court's jurisdiction. The principle — which flows from the sovereignty and equality of States — of the consensual or voluntary nature of that jurisdiction is laid down in Article 36 of the Statute and extends to "all cases which the parties refer to it and all matters specially provided for in the Charter of the United Nations or in treaties and conventions in force". Paragraph 2, in conjunction with paragraph 3 of Article 36, establishes the principle of reciprocity when jurisdiction is accepted as compulsory *ipso facto* by virtue of a unilateral declaration. We shall see shortly that this principle has not been respected in the present case.

As I said at the start of my statement, there are precise reasons for deciding against the Court's jurisdiction in relation to the Application brought against the Kingdom of Spain, as well as the request to the Court for the indication of provisional measures. However, before explaining these, I should like to recall the position adopted by Spain on a preliminary issue. That is the question whether the Federal Republic of Yugoslavia has the status of a Member of the United Nations. If not, it is not a party to the Statute of the International Court of Justice, a status that derives *ipso facto* from membership of the United Nations, under Article 93, paragraph 1, of the Charter.

13

In resolution 777, adopted on 19 September 1992, the Security Council declared that it:

"considers that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) cannot continue automatically the membership of the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia in the United Nations; and therefore recommends to the General Assembly that the Federal Republic of Yugoslavia (Serbia and Montenegro) should apply for membership in the United Nations and that it should not participate in the work of the General Assembly".

Giving effect to this recommendation, on 22 September 1992 the General Assembly of the United Nations adopted resolution 47/1, which repeats in essence the terms of the resolution just quoted.

Spain, in line with the acceptance of this principle by the international community, takes the view that the Federal Republic of Yugoslavia cannot be considered, as claimed, the successor to the former Socialist Federal Republic of Yugoslavia, but rather as one of a number of different successor States. As the Federal Republic of Yugoslavia has not been formally admitted to membership, we consider that it is not a Member of the United Nations, is not therefore a party to the Statute of the Court and, as a result, has no right to appear before the Court.

4. Mr President, Members of the Court,

I should like now to turn to the two grounds of jurisdiction relied on by the opposing Party in its Application. I repeat that, as in the rest of the Application, these grounds are expressed in a vague way, not stating precisely the legal reasons why, according to the Federal Republic of Yugoslavia, they should apply to its relations with Spain. They read as follows:

"The Government of the Federal Republic of Yugoslavia invokes Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice as well as Article IX of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide."

As far as Article 36, paragraph 2, of the Statute of the International Court of Justice is concerned, it is sufficient to recall a known and public fact: on 29 October 1990, Spain deposited at the seat of the United Nations a unilateral declaration accepting the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice, I quote:

14 "in relation to any other State accepting the same obligation, on condition of reciprocity, in legal disputes not included among the following situations and exceptions:

-
- (c) disputes in regard to which the other party or parties have accepted the compulsory jurisdiction of the Court less than 12 months prior to the filing of the application bringing the dispute before the Court."

This limitation in relation to time is both precise and unequivocal and should not be a matter for either interpretation or doubt. *In claris non fit interpretatio*. The Court has held that a declaration under Article 36, paragraph 2, as a unilateral declaration: "should be interpreted as it stands, having regard to the words actually used" (*Anglo-Iranian Oil Co., I.C.J. Reports 1952*, p. 105).

More recently, in a case affecting my country directly, the Court held that:

"The Court will . . . interpret the relevant words of a declaration . . . in a natural and reasonable way, having due regard to the intention of the State concerned . . ."
(*Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada), Judgment, 4 December 1998.*)

Spain's intention in formulating its declaration could not have been clearer: it was done precisely to prevent applications of the type recently filed by the Federal Republic of Yugoslavia on the basis of a unilateral declaration whose sole aim is to ambush other States who have accepted the jurisdiction of the Court in good faith. Spain is one of many States which, using reservations like these *ratione temporis*, have protected themselves against such action, on the basis of the doctrine established by the Court in the *Corfu Channel* case (*I.C.J. Yearbook 1996-1997*, p. 223). Moreover, Spain's intentions are to be sought also in our declaration, taken as a whole, and in particular in paragraph 1 (*b*), which contains an exception to jurisdiction in the case of a unilateral declaration referring to a specific dispute.

As a result, if one bears in mind the particular terms of the Spanish declaration and the fact that the declaration by the Federal Republic of Yugoslavia accepting the jurisdiction of the Court was made on 25 April 1999, that is four days before the institution of proceedings on 29 April 1999, it is clear that the condition in paragraph 1 (*c*) of our declaration, which limits Spain's acceptance of the jurisdiction of the Court, has not been met. It follows that the reciprocity to which the text of our declaration refers, as does Article 36 of the Statute, is missing. The Court therefore has no jurisdiction, even *prima facie*.

Finally, I must consider Article IX of the New York Convention of 1948 on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, which refers to the Court disputes relating to its

interpretation, application or fulfilment. This Article is also relied on by the Federal Republic of Yugoslavia in its Application as a basis for the Court's jurisdiction.

I completely agree with the views expressed on this issue by several of my colleagues representing other States, who have argued that the Court should not accept the applicant State's reliance on this Convention as a basis for jurisdiction. Such reliance is clearly fraudulent and artificial and has no relevance to the present case or to the conduct of the Kingdom of Spain and its allies. The dispute here is not one about the application of the Convention, and it is evident that the request for provisional measures has not been conceived with the aim of safeguarding the rights protected by the Convention.

Moreover, there is no need to linger on this question, since, in the specific case of Spain, there exists a precise basis for excluding the Court's jurisdiction under Article IX. The instrument whereby Spain acceded to this Convention, deposited with the Secretary-General of the United Nations on 13 September 1968, stipulates that the Spanish Government accedes to the Convention "with a reservation in respect of the whole of Article IX" (Notification by the depositary: Doc. C.N.158.1968.TREATIES-1, 7 October 1968). This reservation having given rise to no objection by the opposing Party, that Article is inapplicable to the mutual relations between Spain and the Federal Republic of Yugoslavia. It cannot therefore be a basis for the jurisdiction, even *prima facie*, of the Court.

Additionally, I wish to state expressly that the Kingdom of Spain does not accept the jurisdiction of the Court under Article 38, paragraph 5, of the Rules.

16

Mr. President, as I have just explained, there is not the slightest sign, nor any plausible theory, why the Court should have jurisdiction *prima facie*. Nowhere is there any evidence that this essential requirement has been met. In order to request the indication of provisional measures, the Federal Republic of Yugoslavia should first have explained on what provision or provisions its claim was based. Why did it fail to provide these explanations and confine itself to a terse reference to the bases of jurisdiction? Simply because it knew in advance that its request for provisional measures had not the slightest basis in law. Further, it failed to take into account paragraph 1 (c) of the Spanish declaration, which limits its effect in time; it failed equally to take

into account the reservation made by Spain concerning Article IX of the Genocide Convention; and it even failed to take into account the scope *ratione temporis* of its own declaration. All these elements permit us to characterize the procedure followed by the Federal Republic of Yugoslavia in relation to Spain as totally lacking in legal rigour and in the most elementary good faith.

For all of the reasons explained above, Mr. President, the Kingdom of Spain considers that the International Court of Justice has no jurisdiction to entertain the Application of the Federal Republic of Yugoslavia. In particular, the Court has no jurisdiction *prima facie* to indicate provisional measures.

In conclusion, the Kingdom of Spain respectfully requests the Court to:

1. Declare that the Court has no jurisdiction to adjudicate upon the Application filed by the Federal Republic of Yugoslavia;

2. Reject the request from the Government of the Federal Republic of Yugoslavia with a view to the indication of provisional measures in relation to the Kingdom of Spain;

3. Decide to remove this case from the General List of the Court.

Mr. President, Members of the Court, thank you for your kind attention.

17

Le VICE-PRESIDENT, faisant fonction de président : Je vous remercie, Monsieur Giralda. Le premier tour des audiences dans l'affaire relative à la *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Espagne)* est ainsi conclu. L'audience est suspendue jusqu'à 15 heures.

L'audience est levée à 13 h 10.
